HAL
open science

Grèce : un tragique manque d'Union

Christian Lequesne

To cite this version:

Christian Lequesne. Grèce : un tragique manque d'Union. Alternatives Internationales, 2011, pp.1-2. hal-01024419

HAL Id: hal-01024419

https://sciencespo.hal.science/hal-01024419v1

Submitted on 16 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SciencesPo. | CERI CNRS

GRECE : UN TRAGIQUE MANQUE D'UNION

Christian Lequesne

La crise grecque révèle les dérives anciennes de la classe politique hellène, mais aussi le double langage des grands pays européens qui ont entravé les capacités de régulation de l'Union et la coordination des politiques économiques

S'il est un constat de plus en partagé, c'est que l'explication de la crise grecque doit faire appel davantage à la science politique qu'à l'économie. La cause de la faillite des finances publiques en Grèce doit être recherchée en premier dans l'absence d'éthique des élites de ce pays et dans le clientélisme qui, depuis plusieurs décennies, empêche l'Etat de fonctionner d'une façon raisonnable. Les responsabilités des autres Etats de l'Union européenne, et en particulier des grands pays, sont également fortes. Rendue publique à la fin 2009, l'existence de fausses statistiques en Grèce sur l'état de l'économie était connue dans les capitales de l'Union comme à Bruxelles depuis bien longtemps. Il y a quelques années, l'Office européen des Statistiques, Eurostat, avait proposé de diligenter ses propres enquêtes dans les Etats membres, car il doutait des données fournies par certains offices nationaux. La France et l'Allemagne s'y sont opposées. Les libertés prises par ces deux grands pays à l'égard des règles du Pacte européen de stabilité et de croissance n'ont pas été non plus pour la Grèce un encouragement à la vertu. En 2003, le Conseil des ministres des finances de l'Union européenne a ainsi refusé que la France et l'Allemagne soient sanctionnées pour non - respect des règles sur le déficit public, comme l'avait proposé pourtant la Commission européenne. Lorsque les obligations des Etats membres sont mesurées par le biais du « peer review » (mécanisme de revue par les pairs), la complaisance finit par triompher car les Etats hésitent toujours à utiliser le « name and shame » à l'égard d'autres Etats. C'est pour cela d'ailleurs que les institutions européennes,

et en particulier la Commission européenne, sont indispensables au développement de l'intégration européenne. Au-dessus des Etats, ces institutions doivent assurer une régulation des politiques publiques déficientes sans courir sans cesse le risque d'être blâmées pour les mêmes raisons. Or tout a été fait depuis vingt ans pour ne pas accroitre les pouvoirs de régulation de la Commission européenne. On a parfois du mal à s'en étonner en France où tout doit être soumis à l'arbitrage du politique pour être légitime, y compris d'ailleurs les projets de laboratoires universitaires sélectionnés dans le cadre du Grand Emprunt.

Il n'en reste pas moins que la zone euro a du plomb dans l'aile et que pour la première fois depuis sa création, des voix sérieuses pensent que certains pays devraient en sortir. Des économistes que l'on ne saurait accuser d'euroscepticisme tendent ainsi à montrer de plus en plus que la situation de la Grèce serait plus confortable si elle revenait à la drachme. Economiquement, le raisonnement est probablement juste. Mais quelle catastrophe politique qu'une sortie de la Grèce de l'Eurozone ! Pour la première fois dans l'histoire de l'intégration européenne, on assisterait à une renationalisation d'un des piliers de la construction européenne par défaut de capacité. Si l'on ajoute à cette possible dilution de l'euro que certains Etats, comme le Danemark, ont déjà cru bon rétablir des contrôles aux frontières intérieures de l'Union, la situation paraît vraiment inquiétante.

Plus que jamais pourtant l'Europe a besoin de l'Union européenne pour exister dans le monde. Quand l'Union fonctionne bien, comme cela fut le cas dans les années quatre-vingt, elle joue un rôle dans la gouvernance mondiale. Aussi serait-il utile de redéfinir précisément entre Européens ce qui devrait être traité par l'Union (le marché, la monnaie, la politique industrielle, la politique environnementale) et ce qui devrait rester du domaine des Etats (la protection sociale, le nucléaire). On arriverait certainement à la conclusion que si l'eurozone a connu tant de soubresauts depuis 2008, c'est aussi parce qu'il lui a toujours manqué un bras économique au travers de politiques budgétaire et fiscale nationales restées très hétérogènes. Jamais d'ailleurs, la presse anglo-saxonne n'a parlé autant de fédéralisme fiscal que depuis la crise grecque. Cette européanisation des politiques macroéconomiques est une perspective réaliste, bien davantage au demeurant que celle des politiques sociales. Il faut profiter de la crise grecque pour l'impulser.